



**PRÉFET  
DE LA GUYANE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction Générale des Territoires et de Mer**

DEMANDE DE DEVIS

**Cahier des charges destiné aux bureaux d'études**

**2026/PEB/DGTM/001**

Objet : **Actualisation de la liste des réservoirs biologiques de Guyane**

**Date limite de transmission des devis le vendredi 20 mars 2026 à 17h, heure de Guyane**

**Consultation n° 2025/PEB/DGTM/001**

Pouvoir adjudicateur : Ministère de la Transition Écologique, de la Biodiversité, de la Forêt, de la Mer, et de la Pêche

Procédure de passation :

Procédure sans publicité ni mise en concurrence préalable, en application de l'article R. 2122-8 du Code de la Commande Publique (montant inférieur à 40 000 €).

## Table des matières

Article 1 – ACHETEUR.....	2
Article 2 – OBJET, CONTEXTE ET DÉROULEMENT DE LA MISSION.....	2
2.1) Contexte.....	2
2.2) Objet de la prestation.....	2
2.3) Périmètre du marché.....	2
2.4) Contenu de la prestation attendue.....	3
2.5) Durée et délai d'exécution.....	3
2.6) Livrables attendus.....	3
2.7) Cession et respect des droits d'auteur.....	4
Article 3 – MODALITÉS DE PARTICIPATION ET DE RÉPONSE.....	4
3.1) Transmission des offres.....	4
3.2) Contenu de l'offre.....	4
3.3) Pilotage et validation de la prestation .....	4
Article 4 – EXAMEN DES CANDIDATURES ET JUGEMENT DES DEVIS.....	5
4.1) Examen des candidatures .....	5
4.2) Jugement des offres .....	5

## **1) Article 1 – ACHETEUR**

Ministère de la Transition Écologique, de la Biodiversité, de la Forêt, de la Mer et de la Pêche  
Direction Générale des Territoires et de la Mer (DGTM) – Guyane  
Direction de l'Environnement, de l'Agriculture, de l'Alimentation et de la Forêt  
Service Paysage, Eau et Biodiversité (PEB)

Représentant du pouvoir adjudicateur : DGTM de la Guyane

## **2) Article 2 – OBJET, CONTEXTE ET DÉROULEMENT DE LA MISSION**

### **2.1) Contexte**

La Guyane abrite des réseaux hydrographiques encore largement préservés, jouant un rôle majeur dans le fonctionnement écologique des bassins versants, le maintien de la biodiversité aquatique et la fourniture de services écosystémiques (qualité de l'eau, ressource halieutique, régulation hydrologique). Toutefois, ces milieux sont soumis à des pressions croissantes, notamment liées à la déforestation (environ 3000 ha par ans), à l'orpillage, aux infrastructures et à l'urbanisation, entraînant des altérations parfois irréversibles des cours d'eau et de leurs habitats.

La notion de réservoir biologique est définie à l'article L.214-17 du code de l'environnement comme des cours d'eau, parties de cours d'eau ou canaux en très bon état écologique, ou identifiés par les schémas directeurs d'aménagement et de gestion des eaux (SDAGE) comme jouant un rôle essentiel pour l'atteinte ou le maintien du bon état des eaux. L'article R.214-108 précise qu'il s'agit de secteurs comprenant une ou plusieurs zones de reproduction ou d'habitat d'espèces aquatiques (phytoplancton, macrophytes, phytobenthos, invertébrés benthiques, ichtyofaune), permettant la dispersion de ces espèces à l'échelle du bassin versant. Un réservoir biologique peut correspondre à un tronçon de cours d'eau, un ensemble de tronçons ou une masse d'eau au sens de la Directive Cadre sur l'Eau (DCE).

En Guyane, plusieurs secteurs sont d'ores et déjà identifiés comme réservoirs biologiques dans le SDAGE identifiés dans les arrêtés préfectoraux suivants : n°R03-2024-12-20-00020 et n°R03-2024-12-20-00021 fixant la liste des tronçons classés au titre de l'article L.214-17, pour lesquels aucun nouvel ouvrage ne peut être autorisé s'il fait obstacle à la continuité écologique.

Ces premières désignations doivent être complétées et actualisées à partir des travaux de classement des cours d'eau, de l'état des lieux DCE et des inventaires naturalistes existants. Cette démarche s'inscrit dans les objectifs du SDAGE 2022-2027 et de l'action 1.2.14 du programme de mesures, qui prévoient de « poursuivre les travaux de classement des cours d'eau et de recherche de réservoirs biologiques ».

Les réservoirs biologiques ne constituent pas en eux-mêmes un statut réglementaire de protection, mais ils doivent être pris en compte dans les projets, plans et programmes, notamment dans le cadre des procédures d'évaluation environnementale, à l'instar d'autres zonages écologiques tels que les ZNIEFF. Ils constituent ainsi un outil d'aide à la décision pour la planification territoriale et la prévention des impacts sur les milieux aquatiques.

### **2.2) Objet de la prestation**

La prestation a pour objectif de renforcer, structurer et valoriser la connaissance existante relative aux habitats et aux espèces aquatiques en Guyane afin d'actualiser et de prioriser les bassins versants ou sous-bassins susceptibles d'être identifiés comme réservoirs biologiques.

Elle consiste à :

- recenser et analyser les données existantes issues des inventaires naturalistes, de l'état des lieux DCE et d'autres sources disponibles ;
- bancaiser ces données dans des formats compatibles avec les outils de la DGTM ;
- proposer une grille d'analyse multicritères permettant de hiérarchiser les secteurs.

La grille de priorisation devra notamment prendre en compte :

- la connectivité écologique et la position dans le réseau hydrographique ;
- la vulnérabilité des milieux ;
- la présence d'espèces patrimoniales, endémiques ou menacées, notamment inscrites sur les listes rouges ;
- la fonctionnalité des habitats pour les différentes phases du cycle de vie des espèces aquatiques, notamment les zones de reproduction.

La prestation devra aboutir à :

- la production de cartographies des secteurs potentiels de réservoirs biologiques, accompagnées d'une priorisation argumentée et justifiée au regard des critères multicritères définis dans la grille de priorisation ;
- l'identification des principales lacunes de connaissance ;
- la formulation de recommandations pour de futurs inventaires ciblés.

Une attention particulière devra être portée aux têtes de bassins versants, reconnues pour leur rôle structurant dans la qualité écologique des réseaux hydrographiques, ainsi qu'à la notion de zone d'influence des réservoirs biologiques à l'échelle des bassins (interconnectivité amont/aval et connectivité latérale au sein du lit majeur.

### **2.3) Périmètre du marché**

Le marché couvre l'ensemble du territoire guyanais.

Toutefois, l'analyse pourra être priorisée sur certains secteurs identifiés comme stratégiques pour la continuité écologique, notamment :

- les têtes de criques et têtes de bassins versants ;
- les zones amont des bassins de vie, lorsque des enjeux de préservation de la qualité de l'eau sont identifiés ;
- les estuaires et zones humides milieux associées ;
- les secteurs déjà inventoriés disposant de données exploitables ;

Le prestataire devra s'appuyer notamment sur les données mises à disposition par la DGTM et ses partenaires, et préciser explicitement les secteurs pour lesquels les données sont insuffisantes ou absentes.

### **2.4) Contenu de la prestation attendue**

Le prestataire devra réaliser une analyse bibliographique et produire une synthèse des inventaires existants relatifs aux cours d'eau et aux espèces aquatiques en Guyane. Les données collectées devront être bancarisées dans un format compatible avec le projet de valorisation des données naturalistes en réserves (SINP).

À partir de ces informations, le prestataire proposera une grille de priorisation permettant d'identifier les secteurs les plus pertinents à considérer comme réservoirs biologiques. Il devra également mettre en évidence les principales lacunes de connaissance et formuler des recommandations concernant de futurs inventaires éventuels.

Enfin, la prestation comprendra une analyse des incidences potentielles liées à la désignation de nouveaux réservoirs biologiques sur les usages existants et les activités économiques associées.

Il s'agira notamment de rappeler les conséquences réglementaires d'un classement au titre de l'article L.214-17 du code de l'environnement : sur les tronçons concernés, aucun nouvel ouvrage ou aménagement ne peut être autorisé s'il constitue un obstacle à la continuité écologique.

Cette désignation est donc susceptible d'entraîner des restrictions ou des adaptations pour certains secteurs d'activité, en particulier :

- les projets d'aménagement hydraulique ou d'infrastructures (ouvrages de franchissement, barrages, seuils) ;
- certaines activités extractives ou travaux en lit mineur ;
- les usages liés à la ressource en eau (captages, dérivations) ;

- les activités halieutiques, lorsque la préservation des habitats et des zones de reproduction est en jeu.

L'objectif sera d'identifier et de qualifier ces incidences potentielles afin de mieux anticiper la prise en compte des réservoirs biologiques dans les projets, plans et programmes, tout en conciliant préservation des milieux aquatiques et développement territorial.

Pour cela, le prestataire produira une analyse des coûts et des avantages économiques et environnementaux, en distinguant les marchands et non-marchands, sous la forme d'une analyse coût-bénéfice (ACB) si cela est pertinent. Le niveau de détail et de précision de l'analyse doit être proportionné aux enjeux, à la taille du bassin ou sous-bassin considéré. L'évaluation économique devra donner un ordre de grandeur des coûts prévisibles et services environnementaux préservés en s'appuyant au maximum sur les données existantes.

Le prestataire peut proposer, dans sa réponse au présent appel d'offres, toutes les améliorations méthodologiques qu'il juge pertinentes.

## 2.5) Durée et délai d'exécution

La mission débutera dès notification d'attribution au prestataire retenu.

La mission s'inscrit dans une durée prévisionnelle de **10 mois** à compter de la notification du marché. Elle se déroulera selon les grandes étapes suivantes :

- **Analyse bibliographique** et élaboration d'une grille de priorisation des secteurs ou critères d'identification ;
- **Collecte, vérification et bancarisation des données existantes** relatives aux réservoirs biologiques et aux enjeux associés ;
- **Application de la grille** et production des premiers résultats, incluant des éléments de cartographie lorsque les données le permettent ;
- **Identification des lacunes de connaissance** et formulation de recommandations pour de futurs approfondissements ;
- **Analyse des impacts potentiels** liés à la désignation de nouveaux réservoirs biologiques ;
- **Rédaction, relecture et remise des livrables finaux.**

Le candidat proposera dans son offre un **calendrier prévisionnel détaillé**, précisant l'enchaînement des phases, les échéances de remise des livrables intermédiaires et finaux, ainsi que les temps d'échange et de validation avec le maître d'ouvrage.

Délais de validation :

- La DGTM disposera d'un délai d'un mois pour examiner le rapport et émettre d'éventuelles demandes de modifications ;
- Le prestataire aura 15 jours pour intégrer les observations.

## 2.6) Livrables attendus

Les livrables attendus devront refléter les actions prévues à l'article 2.4 et comprendront a minima :

**Les données brutes**, sous forme de :

- tableur (format Excel ou Open Office Calc) regroupant l'ensemble des données naturalistes et environnementales collectées et vérifiées ;
- données géolocalisées en format **GeoPackage (QGIS)**, permettant l'intégration directe dans les outils cartographiques de la DGTM.

**Un rapport technique**, comprenant :

- la présentation de la méthodologie et des sources mobilisées ;
- la synthèse des inventaires existants et la vérification des données manquantes ;
- la grille de priorisation élaborée et son application aux secteurs étudiés ;
- les cartographies préliminaires des secteurs identifiés comme réservoirs biologiques potentiels ;
- l'identification des principales lacunes de connaissance et des recommandations pour de futurs inventaires ;

- l'analyse des incidences potentielles de la désignation de nouveaux réservoirs biologiques sur les usages existants (pêche, aménagements, autres activités anthropiques).

Le prestataire assurera la restitution des résultats de l'étude lors d'une présentation devant le Conseil Scientifique Régional du Patrimoine Naturel (CSRPN) et le Comité de l'Eau et de la Biodiversité (CEB), selon des modalités définies en lien avec la DGTM.

## **2.7) Cession et respect des droits d'auteur**

Cession des droits :

Le prestataire cède au maître d'ouvrage (DGTM) l'intégralité des droits patrimoniaux (droits de reproduction, représentation, diffusion) sur les productions réalisées dans le cadre de la présente mission, sans limitation de durée, de support ou de nombre de reproductions.

Ces droits couvrent notamment :

- La communication institutionnelle (rapports, courriers, sites internet, événements, publications, etc.) ;
- Toute diffusion, y compris via des éditeurs externes ou des plateformes publiques ;

Droit moral :

Le prestataire conserve ses droits moraux. Le nom de l'auteur ou du producteur des données sera respecté, notamment lors de la publication des données sur la **plateforme nationale GéoObs**.

## **3) Article 3 – MODALITÉS DE PARTICIPATION ET DE RÉPONSE**

### **3.1) Transmission des offres**

Les candidats devront transmettre leur offre avant le vendredi 20 mars 2026 à 17h00 (heure de Guyane), par courriel à l'adresse suivante :

[dgtm-deaaf-peb@guyane.gouv.fr](mailto:dgtm-deaaf-peb@guyane.gouv.fr)

et en copie : [antonin.cabassud@guyane.gouv.fr](mailto:antonin.cabassud@guyane.gouv.fr) et [annaick.garin@guyane.gouv.fr](mailto:annaick.garin@guyane.gouv.fr)

La durée de validité des offres est de 3 mois.

Pour toute question, les porteurs de projet peuvent contacter :

Antonin CABASSUD : [antonin.cabassud@guyane.gouv.fr](mailto:antonin.cabassud@guyane.gouv.fr) – 05.94.21.42.74

### **3.2) Contenu de l'offre**

L'offre du candidat devra contenir :

- Un mémoire technique détaillant la méthodologie proposée ;
- Un calendrier prévisionnel de réalisation ;
- Une présentation du prestataire et de son équipe ;
- Un devis forfaitaire détaillé ;

### **3.3) Pilotage et validation de la prestation**

La mission sera suivie par la DGTM Guyane, via le Service Paysage Eau et Biodiversité (PEB).

Des échanges réguliers avec les unités « Milieux aquatiques et politique de l'eau » et « Protection de la biodiversité » seront organisés tout au long du projet.

La validation finale sera assurée par la DGTM.

## **4) Article 4 – EXAMEN DES CANDIDATURES ET JUGEMENT DES DEVIS**

#### **4.1) Examen des candidatures**

Les candidatures seront analysées par la DGTM au regard :

- Des capacités professionnelles et techniques du candidat ou du groupement ;
- De la pertinence méthodologique de l'offre au regard des objectifs du marché ;
- Des références antérieures similaires, le cas échéant ;
- Du montant proposé.

#### **4.2) Jugement des offres**

Conformément à l'article L. 2152-1 du Code de la Commande Publique, seront éliminées :

- Les offres inappropriées (hors-sujet) ;
- Les offres irrégulières (incomplètes ou non conformes aux exigences) ;
- Les offres inacceptables (non finançables ou non conformes au droit applicable) ;